

situation qui s'est présentée dans l'Ouest, situation qui ne découle aucunement de ce qu'ont pu faire les cultivateurs ou les autres citoyens de l'Ouest. Nous avons eu là une calamité. Supposons que cette calamité soit survenue dans les deux provinces d'Ontario et de Québec, quelle eût été l'attitude de l'Ouest à cet égard? Elle eût été exactement celle de l'Est envers l'Ouest.

L'honorable M. DANDURAND: Je n'en doute aucunement.

L'honorable M. CALDER: Sans doute. Tous les pays du monde se conduisent de la même façon en présence de pareilles calamités naturelles. La sympathie se manifeste et les secours affluent. Ce que l'Est a fait, en envoyant des milliers et des milliers de wagons de victuailles aux pauvres gens de l'Ouest, est tout simplement renversant.

L'honorable leader ministériel (l'honorable M. Dandurand) a parlé du secours accordé aux provinces. Par suite du chômage, et parce qu'il fallait assurer la continuité des services publics, le gouvernement fédéral a dû avancer de l'argent aux provinces. Il y a, dans les trois provinces des Prairies, une population d'environ deux millions d'âmes. Il fallait assurer la subsistance de ces gens; on ne pouvait pas les laisser mourir de faim. L'argument de l'honorable sénateur, c'est qu'après avoir porté secours à l'Ouest, les gens de l'Est canadiens exigent maintenant le réciproque et prétendent qu'ils doivent être secourus d'une façon ou de l'autre.

L'honorable M. DANDURAND: Quant aux hypothèques.

L'honorable M. CALDER: Le bill contient une disposition à ce sujet, du moins pour l'agriculture. Un citoyen de l'Est canadien et un citoyen de l'Ouest canadien, s'ils sont dans la même situation, seront traités absolument de la même façon. On traitera également les villes de l'Est et celles de l'Ouest. De plus, la loi d'arrangement entre cultivateurs et créanciers s'applique dans tout le pays. Je n'ai pas besoin d'insister de ce côté.

J'incline fortement à partager l'avis exprimé par mon voisin de gauche (le très honorable M. Meighen) qui dit que présentement nous ne pouvons guère faire plus que venir en aide aux régions agricoles, aux gens qui créent la richesse. C'est pour cette raison que j'ai l'intention d'appuyer l'amendement.

L'honorable DONALD SUTHERLAND: Honorables sénateurs, j'ai suivi attentivement le débat sur la mesure dont le Sénat est saisi. Un fait très significatif et remarquable, c'est qu'une mesure d'une valeur aussi douteuse que celle-ci nous soit présentée à cette époque tardive de la session. Nous siégeons

L'hon. M. CALDER.

depuis près de cinq mois, et voici qu'au moment où l'on s'attend à la prorogation très prochaine, on nous demande de nous risquer à adopter cette mesure sans avoir eu l'avantage d'obtenir des renseignements définitifs et sûrs sur les résultats qu'elle pourra donner. Nous avons dans le passé tenté des expériences pour bien des choses qui n'ont pas donné ce que nous en attendions. A cette session même, nous nous sommes occupés du problème ferroviaire. Les honorables sénateurs qui sont au Parlement depuis longtemps, alors que s'étudiaient nos grandes entreprises en ce domaine, se rappelleront les belles promesses faites par les parrains de nos chemins de fer. Aujourd'hui, le fardeau qu'ils nous imposent est si lourd que nous sommes presque acculés à la banqueroute. Le Parlement peut bien accorder des privilèges spéciaux ici et là, mais en fin de compte, ce sera le peuple, comme toujours, qui paiera les pots cassés.

Or, à cette date avancée de la session, on nous demande de tenter une autre expérience, pour en voir les résultats. On nous resasse la vieille histoire de la brique d'or; si vous ne saisissez pas l'occasion quand elle se présente, vous la perdrez peut-être à tout jamais. Mais pourquoi courir le risque de ces expériences? Notre pays est sans doute important, mais nous avons adopté des mesures législatives qui ont mis de nombreuses personnes presque dans l'impossibilité de gagner leur vie. Ce n'est pas bien. Nous devrions certes trouver chez nous l'esprit nécessaire pour surmonter nos difficultés. Pour ma part, je m'oppose tout à fait à des expériences de ce genre tentées sans mûre réflexion, ce qui manque à ce projet, à mon avis, et je suis sûr que le peuple pensera comme moi.

Le crédit est une excellente chose, tout le monde en veut. Mais il faut que quelqu'un gagne, quelque chose pour que les comptes se paient. Nos cultivateurs souffrent peut-être plus que toute autre classe au pays, mais les impôts en général s'accroissent sans fin. Et voici un bill qui diminuera les intérêts sur les hypothèques, ou les ajustera de telle façon qu'il soit plus facile d'emprunter de l'argent. Je doute fort qu'il réussisse. En tout cas, ce n'est pas en accordant des privilèges spéciaux et en essayant de déterminer par mesure législative ce qui devrait s'accomplir par concurrence honnête et franche que le pays se sortira de ses difficultés.

Le très honorable M. MEIGHEN: Très bien.

L'honorable M. SUTHERLAND: Que les honorables sénateurs le sachent bien: le peuple aura quelque chose à dire sur ce qui s'est passé au Parlement, non seulement à cette session-ci, mais depuis des années. Notre pays est une démocratie, et le Parlement doit porter la responsabilité de ses actes. Plusieurs sénateurs, croyant que la prorogation se ferait